

Convention collective

**IDCC : 8832. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Haute-Loire et Lozère)
(11 août 1982)**

(Etendue par arrêté du 30 novembre 1982,
Journal officiel du 20 janvier 1983)

AVENANT N° 71 DU 13 JANVIER 2012

NOR : *AGRS1297108M*
IDCC : 8832

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Haute-Loire ;

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Lozère ;

La fédération départementale des CUMA de Haute-Loire ;

La fédération départementale des CUMA de Lozère ;

L'union nationale des intérêts professionnels horticoles ;

L'union régionale des entrepreneurs des territoires d'Auvergne,

D'une part, et

La CGT-FO des salariés en agriculture de Haute-Loire ;

La CGT-FO des salariés en agriculture de Lozère ;

L'union départementale CFTC de Haute-Loire ;

L'union départementale CFTC de Lozère ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT de Haute-Loire ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT de Lozère ;

L'union départementale CGC de Haute-Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 7 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 7

Révision de la convention

La demande de révision peut être introduite à tout moment par l'une quelconque des parties signataires ; elle doit être signifiée par lettre recommandée aux autres organisations signataires et à la DIRECCTE, unité territoriale Haute-Loire ou Lozère.

Elle doit spécifier les articles auxquels elle s'applique et préciser le nouveau texte que la partie demanderesse propose d'y substituer.

La commission mixte, constituée comme il est de règle et convoquée par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, étudie les modifications demandées dans les 30 jours suivant la date de réception par la DIRECCTE de la lettre recommandée susvisée.

En tout état de cause, la commission mixte se réunit sans formalité préalable dans les 15 premiers jours du mois de janvier et au mois de juillet. Toutefois, lorsque le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) a augmenté, la commission mixte se réunit également sans formalité préalable. »

Article 2

A l'article 8, l'alinéa 2 est rédigé comme suit :

« La partie signataire qui dénoncera la convention devra prévenir les autres parties et l'unité territoriale de la Haute-Loire ou de la Lozère de la DIRECCTE. »

Article 3

L'article 9 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 9

Procédure conventionnelle de conciliation et d'arbitrage

Les conflits collectifs nés à l'occasion de l'exécution, la révision ou la dénonciation de la présente convention sont portés devant la commission régionale de conciliation.

En cas de non-conciliation, ils peuvent être soumis, si les parties y consentent, à un arbitre choisi par celles-ci d'un commun accord ou selon des modalités établies d'un commun accord entre elles.

En cas d'échec de cette procédure conventionnelle, il doit être fait application de la procédure légale de règlement des conflits collectifs. »

Article 4

Le 1^{er} alinéa de l'article 10 est modifié comme suit :

« La liberté d'opinion ainsi que le droit d'adhérer librement ou d'appartenir ou non à un syndicat constitué en vertu des dispositions de la partie II du code du travail sont reconnus ; »

Article 5

A l'article 12, les termes « l'inspecteur du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par « l'inspecteur du travail ».

Article 6

L'article 13 *a* 1° est modifié comme suit :

« 1° Chaque syndicat signataire de la convention collective et répondant aux critères de représentativité sur le plan national peut (avenant n° 3 du 31 mars 1983) “décider de” constituer au sein de l'entreprise une section syndicale qui assure la représentation des intérêts (avenant n° 3 du 31 mars 1983) “matériels et moraux” de ses membres, conformément aux dispositions de la partie II du code du travail. »

Article 7

A l'article 13 *b* 2° les termes « l'inspecteur du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par « l'inspecteur du travail ».

Article 8

L'article 13 *b* 3° est modifié comme suit :

« 3° Le licenciement d'un délégué syndical ou d'un ancien délégué syndical est soumis à la procédure prévue aux articles L. 2411-3, L. 2412-2 et L. 2421-1, L. 2421-8 et L. 2421-9 du code du travail. »

Article 9

L'article 14, alinéa 1 est modifié comme suit :

« Les délégués du personnel exercent leur mission conformément aux dispositions du code du travail et en particulier à ses articles L. 2313-1 et suivants. »

Article 10

L'article 16 est modifié comme suit :

« Article 16

Modalités d'embauche

Tout employeur qui engage un salarié doit s'assurer que celui-ci est dégagé de toute obligation envers son précédent employeur. Il exige à cet effet la production d'une attestation de cessation de travail ou d'un certificat de travail provisoire ou définitif.

Un avis relatif à la convention collective applicable à l'établissement doit être affiché dans les lieux de travail, conformément aux articles L. 2262-5, R. 2262-1 et R. 2262-2 du code du travail.

Par ailleurs, l'employeur met à la disposition des salariés un exemplaire de la convention collective sur l'exploitation ou le lieu habituel du travail. »

Article 11

L'article 18 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 18

Période d'essai

A la conclusion du contrat les parties ont la possibilité de prévoir une période d'essai. La rupture de la période d'essai donne lieu à un délai de prévenance.

Durée de la période d'essai

La période d'essai est déterminée comme suit :

- pour les salariés sous contrat à durée déterminée, la période d'essai ne peut excéder une durée calculée à raison de 1 jour par semaine dans la limite de 2 semaines lorsque la durée initialement prévue au contrat est au plus égale à 6 mois et de 1 mois dans les autres cas ;
- pour les contrats à durée indéterminée :
 - ouvrier et employé : 2 mois ;
 - technicien et agent de maîtrise : 3 mois.

Cette période d'essai sera mentionnée dans le contrat de travail.

Rupture de la période d'essai

Rupture par l'employeur :

Pour les contrats à durée indéterminée de salarié non cadre, le délai de prévenance à respecter est de :

- 24 heures quand le salarié était présent depuis moins de 8 jours ;
- 48 heures quand la présence est comprise entre 8 jours et 1 mois ;
- 2 semaines après un mois de présence.

Pour les contrats à durée déterminée ayant une période d'essai d'au moins 1 semaine, le délai à respecter est de :

- 24 heures quand le salarié était présent depuis moins de 8 jours ;
- 48 heures quand la présence est comprise entre 8 jours et 1 mois ;
- 2 semaines après un mois de présence.

Rupture par le salarié non cadre :

Pour le salarié non cadre le délai de prévenance est de :

- 24 heures en dessous de 8 jours de présence ;
- 48 heures au-delà de 8 jours de présence.

Durant la période d'essai, le salarié est payé au taux correspondant à l'emploi effectivement occupé.

La rupture de l'engagement au cours de la période d'essai ne donne lieu à aucun préavis ou indemnité. »

Article 12

L'alinéa 2 de l'article 19 est modifié comme suit :

« Le contrat de travail à durée déterminée est régi par les articles L. 1241-1 et suivants du code du travail. Il peut notamment être conclu un tel contrat pour l'un des motifs suivants :

- travaux saisonniers ;
- remplacement d'un salarié temporairement absent, ou dont le contrat se trouve suspendu, sauf absence ou suspension du contrat résultant d'un conflit collectif du travail ;
- remplacement du chef d'une exploitation agricole ou d'une entreprise, d'un aide familial, d'un associé d'exploitation, ou de leur conjoint dès lors qu'il participe effectivement à l'activité de l'exploitation agricole ou de l'entreprise ;
- surcroît exceptionnel et temporaire d'activité ;
- tâche occasionnelle, précisément définie et non durable. »

Article 13

L'alinéa 2 de l'article 22 est modifié comme suit :

« Le salarié à temps partiel est celui qui est occupé d'une manière régulière, sur une exploitation, soit tous les jours de la semaine, soit certains jours déterminés entre les parties, mais selon une durée de travail hebdomadaire inférieure à la durée légale du travail. »

Article 14

A l'article 27, les termes « prévu à l'article L. 117-10 » sont remplacés par « prévu à l'article L. 6222-27 ».

Article 15

A l'article 27 c, les termes « la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) » sont remplacés par « les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ».

Article 16

L'alinéa 1^{er} de l'article 34 est modifié comme suit :

« La valeur des prestations en nature allouées par l'employeur vient en déduction du salaire brut. Elles sont calculées en référence au minimum garanti (MG), élément de référence pour le calcul d'avantages sociaux et d'indemnités, indexé sur l'indice national des prix à la consommation des ménages urbains ouvriers ou employés. En tout état de cause, leur valeur doit être incluse dans l'assiette salaire des cotisations sociales. »

Au paragraphe « Nourriture », à la suite de la première phrase, sont rajoutés les termes :
« , soit : 1/2 MG pour le petit déjeuner, 1 MG pour le déjeuner, 1 MG pour le dîner. »

Article 17

L'article 35 est complété comme suit :

« – 10 % du salaire après 20 ans de services continus chez l'employeur. »

Article 18

A l'article 39, les termes « l'article R. 143-2 » sont remplacés par « des articles R. 3243-1 à R. 3243-5 ».

Article 19

A l'article 47, les termes « des articles L. 223-1 » sont remplacés par « des articles L. 3141-1 ».

Article 20

A l'article 50, les termes « les articles L. 451-1 et L. 225-1 » sont remplacés par « des articles L. 2145-1, L. 3142-7 à L. 3142-11, R. 3142-1 et L. 3142-43 ».

Article 21

A l'article 51 *a*, les termes « Décès du conjoint... 3 jours, » sont remplacés par « Décès du conjoint ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité... 3 jours ».

Article 22

A l'article 51 *a*, les termes « Présélection militaire : dans la limite de 3 jours, » sont remplacés par « Journée d'appel de préparation à la défense : 1 jour ».

Article 23

Les dispositions de l'article 51 *c* sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *c*) Tout salarié a le droit de bénéficier d'un congé non rémunéré en cas de maladie ou d'accident, constatés par certificat médical, d'un enfant mineur dont il assume la charge au sens de l'article L. 513-1 du code de la sécurité sociale.

La durée de ce congé est au maximum de 3 jours par an. Elle est portée à 5 jours si l'enfant est âgé de moins de 1 an ou si le salarié assume la charge de 3 enfants ou plus. »

Article 24

A l'article 52, les termes « les articles L. 122-25 à L. 122-32 » sont remplacés par « les articles L. 1225-1 à L. 1225-72 ».

Article 25

A l'article 53, les termes « l'article L. 222-1 » sont remplacés par « l'article L. 3133-1 » et les termes « les articles L. 222-5 et suivants » sont remplacés par « les articles L. 3133-2 et suivants ».

Article 26

Après l'article 53, est créé un article 53.1 rédigé comme suit :

« Article 53.1

Journée de solidarité

En l'absence d'accord avec le salarié, la journée de solidarité sera fixée au lundi de pentecôte. »

Article 27

A l'article 54, les termes : « Les services départementaux d'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par « les services de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) » et les termes « l'article R. 232-13-4 du code du travail » sont remplacés par « l'article R. 717-90 du code rural et de la pêche maritime ».

Article 28

L'alinéa 2 de l'article 56 est modifié comme suit :

« Il est interdit de les employer à des travaux insalubres ou dangereux, conformément aux prescriptions des articles L. 4151-1, L. 4152-1 et suivants, L. 4153-1 et suivants et L. 6222-30 et suivants du code du travail. »

Article 29

A l'article 59, les termes « les articles L. 145-1 et suivants et R. 145-1 et suivants du code du travail » sont remplacés par « les articles L. 3252-1 et suivants et R. 3252-1 et suivants du code du travail ».

Article 30

L'article 59 en son point 2 est modifié comme suit :

« 2. Indemnité de licenciement

Tout salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié alors qu'il compte au moins 1 an d'ancienneté a droit, sauf faute lourde ou grave, à une indemnité de licenciement. Cette indemnité, non soumise aux cotisations d'assurances sociales, est calculée comme suit :

- jusqu'à 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté, plus 2/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans ;
- pour le licenciement lié à une inaptitude professionnelle, l'indemnité de licenciement sera doublée, suivant les dispositions de l'article L. 1226-14 du code du travail.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que dans ce cas toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*. »

L'article 59 en son point 3 est modifié comme suit :

« 3. Documents de fin de contrat

L'employeur doit délivrer obligatoirement au salarié, à l'expiration de son contrat de travail, sous peine de dommages et intérêts, les documents suivants :

1° Certificat de travail

Ce certificat de travail contient notamment la date de son entrée, celle de sa sortie, la nature de l'emploi ou, le cas échéant, des emplois successivement occupés, ainsi que les périodes pendant lesquelles ces emplois ont été tenus.

En outre est indiqué le solde du nombre d'heures acquises au titre du droit individuel à formation (DIF), ainsi que le nom de l'organisme collecteur paritaire agréé compétent pour le DIF.

2° Solde de tout compte

Le reçu pour solde de tout compte est délivré et signé par le salarié à l'employeur à l'occasion de la rupture de son contrat de travail.

Le reçu pour solde de tout compte est établi en double exemplaire. Mention en est faite sur le reçu. L'un des exemplaires est remis au salarié qui dispose d'un délai de 6 mois pour contester le montant des sommes versées par l'employeur.

3° Attestation Pôle emploi

L'employeur délivre au salarié, au moment de l'expiration ou de la rupture du contrat de travail, les attestations et justifications qui lui permettent d'exercer ses droits et transmet notamment ces mêmes attestations aux organismes gestionnaires du régime d'assurance chômage. »

4° Attestation d'exposition aux produits chimiques dangereux tel que prévu à l'article R. 4412-58 du code du travail.

5° Copie de la fiche sur les conditions de pénibilité auxquelles le travailleur est exposé, comme prévu à l'article L. 4121-3-1 du code du travail. »

Article 31

A l'article 66 en son point c, les termes « les articles L. 122-32-1 à L. 122-32-11 suivants » sont remplacés par « les articles L. 1226-6 et suivants ».

Article 32

A l'article 69, les termes « articles L. 117-1 et suivants, R. 117-1 et suivants et D. 117-1 » sont remplacés par « articles L. 6222-27 et suivants, R. 6223-6 et suivants et D. 6222-26 et suivants du code du travail ».

Article 33

A l'article 70, les termes « du livre IX du code du travail » sont remplacés par « de la partie VI du code du travail. »

Article 34

L'article 72 est modifié comme suit :

« Article 72

Période d'essai (contrat à durée indéterminée)

A la conclusion du contrat les parties ont la possibilité de prévoir une période d'essai.

La période d'essai est déterminée comme suit :

	DURÉE de la période d'essai	DÉLAI DE PRÉVENANCE POUR L'EMPLOYEUR ou le salarié cadre au-delà de 2 mois de présence
Cadre	4 mois renouvelables 1 fois	1 mois

La durée de la période d'essai et son renouvellement devront être mentionnés dans le contrat de travail.

Le renouvellement devra être notifié au salarié qui devra donner son accord par écrit. Le contrat de travail fera alors l'objet d'un avenant. »

Article 35

A l'article 82, les termes « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par « à la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), unité territoriale Haute-Loire ou Lozère. »

Article 36

L'annexe III est supprimée.

Article 37

Le présent avenant dont les parties demandent l'extension entrera en vigueur le lendemain de la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Le présent avenant est remis à chacune des organisations signataires et déposé conformément aux dispositions légales.

Fait au Puy-en-Velay, le 13 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)